

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2007 B 21797 Numéro SIREN : 443 457 858 Nom ou dénomination : FACONNABLE
--

Ce dépôt a été enregistré le 11/02/2019 sous le numéro de dépôt 7303

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

DATE DEPOT : 11-02-2019

N° DE DEPOT : 007303

N° GESTION : 2007B21797

N° SIREN : 443457858

DENOMINATION : FACONNABLE

ADRESSE : 88/90 boulevard Sébastopol 75003 Paris

MILLESIME : 2018

Façonnable

Exercice clos le 31 mars 2018

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



Façonnable

Exercice clos le 31 mars 2018

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Associé Unique de la société Façonnable,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Façonnable relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} avril 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Continuité d'exploitation » de l'annexe qui expose les hypothèses sous-tendant l'application du principe de continuité d'exploitation.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents sur la situation financière et les comptes adressés à l'associé unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nice, le 21 décembre 2018

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

A handwritten signature in blue ink, featuring a stylized, cursive 'P' and 'B' that are interconnected.

Philippe Blanc

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/04/2017 au 31/03/2018			Au 31/03/2017
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	2 376 302	2 079 051	297 251	33 861
Fonds commercial	10 980 203	4 009 000	6 971 203	7 518 839
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains				30 490
Constructions	3 362 153	3 352 063	10 090	819 756
Installations tech., matériels et outillages industriels	735 136	728 884	6 253	11 602
Autres immobilisations corporelles	12 389 716	11 088 024	1 301 691	214 520
Immobilisations en cours	112 134		112 134	561 924
Avances et acomptes				
<i>Immobilisations financières</i>				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	31 332 635	26 214 478	5 118 157	777 998
Créances rattachées à des participations	7 376 067	1 150 266	6 225 801	11 585 201
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	429 128		429 128	806 596
TOTAL (I)	69 093 473	48 621 765	20 471 708	22 360 787
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks et en-cours</i>				
Matières premières, autres approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	1 994 561	202 418	1 792 143	2 594 510
Avances et acomptes versés sur commandes				351 189
<i>Créances</i>				
Clients et comptes rattachés	1 498 474		1 498 474	4 194 006
Autres	8 702 146	5 480 071	3 222 074	8 071 636
Capital souscrit et appelé, non versé				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
Actions propres				
Autres Titres				
<i>Instruments de Trésorerie</i>				
<i>Disponibilités</i>	2 305 252		2 305 252	789 835
<i>Charges constatées d'avance</i>	55 564		55 564	196 294
TOTAL (II)	14 555 997	5 682 490	8 873 508	16 197 469
Frais d'émission d'emprunts à étaler (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL ACTIF (I à V)	83 649 471	54 304 255	29 345 215	38 558 257

Bilan Passif

Bilan passif	Du 01/04/2017	Du 01/01/2016
	Au 31/03/2018	Au 31/03/2017
CAPITAUX PROPRES		
Capital social individuel dont versé :20740800	20 740 800	20 740 800
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale		
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées	34 250 353	34 250 353
- Autres réserves		
Report à nouveau	(50 389 106)	(34 250 310)
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	(4 729 908)	(16 138 796)
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	(127 861)	4 602 047
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL (I bis)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	3 222 559	8 397 207
Provisions pour charges	278 800	318 719
TOTAL (II)	3 501 359	8 715 926
EMPRUNTS ET DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 270	
Emprunts et dettes financières diverses	18 798 000	9 916 809
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	187 730	624 176
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 613 816	10 910 128
Dettes fiscales et sociales	500 126	2 703 367
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	870 774	1 085 803
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (III)	25 971 717	25 240 284
Ecarts de conversion passif (IV)		
TOTAL GENERAL PASSIF (I à IV)	29 345 215	38 558 257

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (Suite)	Au 31/03/2018	Au 31/03/2017
Produits Exceptionnels		
Sur opérations de gestion		202 003
Sur opérations en capital	1 095 171	12 072 992
Reprises sur provisions et transferts de charges	2 536 869	
TOTAL (VII)	3 632 039	12 274 995
Charges Exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	23 872	323 498
Sur opérations en capital	3 763 655	7 366 141
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
TOTAL (VIII)	3 787 527	7 689 640
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	(155 488)	4 585 355
Participations des salariés (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		429 722
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	29 153 830	90 564 054
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	33 883 738	106 702 851
BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	(4 729 908)	(16 138 796)

ANNEXE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels de l'exercice clos le 31/03/2018.

L'exercice social clos le 31/03/2018 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent, clos le 31/03/2017, avait une durée de 15 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 29 345 215euros.

Le compte de résultat de l'exercice présente un résultat de -4 729 908 euros.

La société a pour activité de fabrication et de distribution d'articles de mode, vêtements et accessoires de la marque Façonnable.

Faits caractéristiques de l'exercice

Fermetures de magasins et plan social

Au cours de l'exercice, plusieurs magasins ont été fermés.

Un plan de sauvegarde de l'emploi a été mis en place en novembre 2016 et a fait l'objet d'une provision pour risques à hauteur de 2.071K€ au 31 mars 2018.

Fermetures de boutiques

Il a été donné congé du bail du local situé à Deauville au 31 décembre 2017.

Le bail du local situé à Annecy a été résilié en date du 31 août 2017.

Par ailleurs, une promesse synallagmatique de cession de droit au bail sous conditions suspensives a été signée pour le bail détenu à Lille, prenant effet en juin 2017.

Vérification de comptabilité de l'administration fiscale

La société fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur les exercices 2014 et 2015. Aucune provision n'a été dotée à ce titre.

Concernant l'exercice 2014, le rehaussement envisagé et contesté par la société porte sur une rectification de 191K€ des reports déficitaires, un rappel de crédit d'impôt recherche textile habillement pour 200K€ et 76K€ de droits et intérêts de retard. Les reports déficitaires ont été diminués en conséquence.

Concernant l'exercice 2015, le rehaussement envisagé et contesté par la société porte sur une rectification de 150K€ des reports déficitaires, et 15K€ de droits et intérêts de retard.

Augmentation de capital des filiales

La société a souscrit aux augmentations de capital de ses filiales réalisées pendant l'exercice.

Par décision en date du 12 septembre 2017, la société a décidé d'augmenter le capital social de sa filiale, détenue à 100%, SPRL Façonnable Belgique d'un montant de 500K€.

Par décision en date du 18 décembre 2017, la société a décidé d'augmenter le capital social de sa filiale, détenue à 100%, Façonnable Portugal ULDA d'un montant de 499K€.

Par décision en date du 31 mars 2017, la société a décidé d'augmenter le capital social de sa filiale, détenue à 100%, Façonnable Spain d'un montant de 4.331K€.

Titres de participation

La filiale Façonnable Italie S.R.L., détenue à 100%, a été liquidée durant l'exercice.

Evènements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif postérieur à la clôture de l'exercice n'est à signaler.

Règles et méthodes comptables

Conventions comptables générales

Les comptes annuels de l'exercice sont élaborés et présentés conformément aux dispositions législatives et réglementaires françaises ainsi qu'aux pratiques généralement admises en France.

En particulier, la société présente ses comptes annuels selon les principes et méthodes comptables définis par le plan comptable général ainsi que par les arrêtés de l'Autorité des Normes Comptables, dont l'arrêté ANC 2014-03.

L'ensemble des notes et tableaux présentés dans cette annexe sont exprimés en euros sauf indication contraire.

Continuité de l'exploitation

Le principe de continuité de l'exploitation a été respecté en raison du soutien financier du groupe auquel appartient la société. Ce soutien sera apporté afin que la société puisse continuer ses activités et ce, jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes clos au 31 mars 2019.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui peuvent avoir une incidence sur la valeur comptable de certains éléments du bilan ou du compte de résultat, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Ces estimations, hypothèses ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existantes à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler ultérieurement différentes de la réalité.

Ces estimations concernent principalement les provisions (3,2 millions d'euros), les hypothèses retenues pour l'établissement des plans d'affaires utilisés pour la réalisation des tests de valeur sur les actifs incorporels (7 millions d'euros) et également les provisions pour indemnités de départ à la retraite ou les avantages de personnel long terme (0,3 millions d'euros).

Changement de méthode et comparabilité des exercices

Les méthodes d'évaluation et de présentation utilisées n'ont pas été modifiées d'un exercice à l'autre. Par conséquent, les exercices sont comparables sans retraitement.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Valeurs brutes

Les immobilisations incorporelles et corporelles acquises sont valorisées à leur coût historique d'acquisition constitué des éléments suivants :

- Prix d'achat ;
- Coûts directement attribuables nécessaires à leur mise en utilisation (frais accessoires) ;
- Estimation des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de remise en état du site sur lequel elles sont situées ;

Amortissements

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation. Les principales durées sont les suivantes :

- Logiciel 12 mois
- Construction 20 à 33 ans
- Installation générale et agencement divers 3 à 10 ans
- Matériel et outillage industriel 4 à 5 ans
- Mobilier de bureau 4 à 5 ans
- Mobilier 3 à 10 ans

Ces taux d'amortissement correspondent aux taux habituellement admis.

Dépréciation

Les immobilisations sont dépréciées lorsqu'il existe des indices de perte de valeur et que leurs valeurs nettes comptables deviennent inférieures à leurs valeurs actuelles, déterminées sur la base de la plus haute estimation entre la valeur de marché et la valeur d'usage.

Immobilisations financières

Titres de participation

Le poste titres de participation enregistre la valeur d'acquisition des titres détenus par la société dans les sociétés dont elle assure le contrôle ou dans lesquelles elle exerce une influence, directement ou indirectement.

La valeur nette comptable des « titres de participation » est leur coût d'acquisition à leur date d'entrée dans le patrimoine de la Société.

La société a pris l'option d'activer les frais inhérents à l'acquisition de titres de participation.

À toute autre date que leur date d'entrée, les titres de participation sont évalués à leur valeur d'usage pour la société déterminée notamment en fonction de critères fondés sur la rentabilité, les perspectives de développement et le patrimoine détenu.

Des tests de dépréciation ont été mis en place pour vérifier la valeur des titres de participation.

Dans le cas où leur valeur nette comptable est supérieure à leur valeur d'usage, une provision est constituée pour la différence.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés est estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Autres immobilisations financières

Les prêts, dépôts et autres immobilisations financières sont évalués à leur valeur nominale. Ils sont dépréciés par voie de provision lorsque leur valeur actuelle est inférieure à leur valeur comptable.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du "coût moyen unitaire pondéré" (CMUP). La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Une provision pour dépréciation des stocks est comptabilisée lorsque la valeur brute est supérieure à la valeur réelle à la date de clôture.

Les matières et les marchandises sont évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du « coût d'achat moyen pondéré ».

Les stocks correspondant à des achats en devises sont valorisés au taux de change historique.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur de réalisation ou les perspectives de vente de ces stocks, appréciées en fonction du marché, apparaissent inférieures à la valeur brute d'inventaire.

Créances

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision est constituée sur les créances dès lors que leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont comptabilisés pour leur contrevaletur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contrevaletur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "Ecart de Conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

Provisions

Des provisions sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de la société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou découler des pratiques de la société.

L'estimation du montant des provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que la société devra supporter pour éteindre son obligation.

Engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite

Conformément à la recommandation 2003-R01 du CNC, la société a adopté la méthode préférentielle de provisionnement des engagements de départ à la retraite dans ses comptes sociaux.

La valeur actuelle probable des indemnités de fin de carrière à verser s'élève à 278.800 euros à la clôture de l'exercice. Les droits acquis au titre des indemnités de départ à la retraite (IDR) de la société sont définis par la convention collective des commerces de gros de l'habillement, de la mercerie, de la chaussure. Cette dette latente et provisionnée a été estimée selon la méthode des unités de crédit projetées ou PBO ("Projected Benefit Obligation"), recommandée par la norme IAS19R.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Tables de mortalité : INSEE 2017
- Coefficient de revalorisation des salaires : 1,5%
- Rotation des effectifs : moyen
- Taux d'actualisation : 1,38%
- Taux de cotisations sociales : 48%

Divers

Les autres composantes du bilan et du compte de résultat sont évaluées et présentées selon les normes comptables généralement admises.

Notes relatives à certains postes du bilan

Fonds de commerce

Les fonds de commerce sont constitués des éléments suivants :

- coût historique des fonds acquis par la société pour 7.550.120 euros :

• 12 Rue Lebeda 31000 Toulouse :	304.898
• 30 Cours de l'Intendance 33000 Bordeaux :	594.247
• 100 Rue d'Antibes 06400 Cannes :	2.484.919
• 27 Rue Marbeuf 75008 Paris :	1.700.000
• 30 Rue Président Edouard Herriot 69001 Lyon :	1.852.449
• 44 Cours Mirabeau 13100 Aix En Provence :	18.294
• 30 Rue Joseph Vernet 84000 Avignon :	80.798
• Place de la Garonne 83990 Saint-Tropez :	514.515

- du mali technique de fusion correspondant à la différence entre la valeur nette des titres de la société absorbée figurant à l'actif de la société absorbante et la valeur nette comptable du patrimoine apporté par la société absorbée pour 1.906.211 euros :

• 44 Cours Mirabeau 13100 Aix En Provence :	682.157
• 30 Rue Joseph Vernet 84000 Avignon :	1.224.054

Conformément au règlement ANC 2015-06, plusieurs malis techniques, résultant de fusions ou transmissions universelles de patrimoine ont été comptabilisés en fonds commercial. Il n'y a pas de limite prévisible à la durée durant laquelle il est attendu que ces fonds de commerce procurent des avantages économiques.

Ces malis suivent les mêmes règles applicables aux tests de dépréciation. Un test de dépréciation est donc réalisé à chaque clôture, soit sur base d'évaluations d'expert, soit sur base de tests de valeur.

Le fonds commercial représente la valeur des éléments incorporels dont l'acquisition est juridiquement protégée. La valeur du droit au bail s'élève à 1.523.871 euros et se décompose ainsi :

• 7 Rue Paradis 06000 Nice :	472.591
• 17 Rue Massena 06200 Nice :	Création
• Place de l'Eglise 74140 Demi Quartier Megève :	518.327
• 74 Bd Saint Germain 75009 Paris :	502.463
• 30 Rue Joseph Vernet 84000 Avignon :	30.490

Certains fonds de commerce et droits au bail font l'objet de dépréciation suite à des évaluations, soit à dire d'experts, soit sur la base de tests de valeurs.

Etat des immobilisations

Cadre A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
<i>Immobilisations incorporelles</i>			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	14 405 368		381 358
TOTAL	14 405 368		381 358
<i>Immobilisations corporelles</i>			
Terrains	30 490		
Constructions sur sol propre	617 419		
Constructions sur sol d'autrui			
Inst. gales., agencets. et aménagt. const.	6 303 790		
Installations techniques, matériel et outillages ind.	754 987		
Inst. gales., agencets. et aménagt. divers	10 673 561		128 108
Mat. de transport			
Mat. de bureau et info., mobilier	3 032 577		431 643
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	561 924		
Avances et acomptes			
TOTAL	21 974 747		559 751
<i>Immobilisations financières</i>			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	40 239 882		5 330 661
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	806 596		82 060
TOTAL	41 046 479		5 412 721
TOTAL GENERAL	77 426 594		6 353 830

Cadre B	Diminutions		Valeur brute des immo en fin d'exercice	Réévalua. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Valeur d'origine des immo en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		1 430 221	13 356 505	13 356 505
TOTAL		1 430 221	13 356 505	13 356 505
Terrains		30 490		
Constructions sur sol propre			617 418	617 418
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. gales., agenets. et aménagt. const		3 559 056	2 744 735	2 744 735
Installations techniques, matériel et outillages ind.		19 850	735 136	735 136
Inst. gales., agenets. et aménagt. divers		1 749 669	9 052 001	9 052 001
Mat. de transport				
Mat. de bureau et info., mobilier		126 505	3 337 715	3 337 715
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	449 790		112 134	112 134
Avances et acomptes				
TOTAL	449 790	5 485 569	16 599 139	16 599 139
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	6 852 053	9 788	38 708 702	38 708 702
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	56 250	403 278	429 128	429 128
TOTAL	6 908 303	413 067	39 137 830	39 137 830
TOTAL GENERAL	7 358 093	7 328 858	69 093 473	69 093 474

Etat des amortissements

Cadre A				
SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminut.	Montant en fin d'exercice
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'étab. et développement				
Autres postes d'immo. incorp.	1 976 737	108 599	6 286	2 079 051
TOTAL	1 976 737	108 599	6 286	2 079 051
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains				
Constructions sur sol propre	593 875	13 454		607 328
Constructions sur sol d'autrui				
Ins. gales., agencts. et aménag. des constr.	5 507 578		2 762 843	2 744 735
Inst. techniques, mat. et outillage indust.	743 385	1 561	16 062	728 884
Inst. gales., agenc. et aménagements divers	8 685 788	242 609	1 011 425	7 916 972
Matériel de transport				
Mat. de bureau et informatique, mobilier	2 649 014	101 089	68 483	2 681 619
Emballages récup. et divers				
TOTAL	18 179 639	358 713	3 858 814	14 679 538
TOTAL GENERAL	20 156 376	467 312	3 865 099	16 758 589

Cadre B	Ventil. Mouvements provisions amortissements dérogatoires						
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	DOTATIONS			REPRISES			Mouvement net des amort. A la fin de l'exercice
	Colonne 1 Différentiel de durée	Colonne 2 Mode dégressif	Colonne 3 Amort. Fiscal exceptionne l	Colonne 4 Différentiel de durée	Colonne 5 Mode dégressif	Colonne 6 Amort. Fiscal exceptionne l	
<i>Immobilisations incorporelles</i>							
Frais d'étab. et développement							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
<i>Immobilisations corporelles</i>							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. gales., agencts. et aménag. des constr.							
Inst. techniques, mat. et outillage indust.							
Inst. gales., agenc. et aménagements divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récup. et divers.							
TOTAL							
TOTAL GENERAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE		TOTAL GENERAL NON VENTILE		TOTAL GENERAL NON VENTILE			

Cadre C				
Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début d'exercice	Augment.	Dotations exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Fonds commercial

LIBELLE	Montant
Eléments Achetés	
Droits aux bails	1 523 871
Eléments Réévalués	
Eléments reçus en apport	
Fonds de commerce boutiques	7 550 120
Malis de fusion	1 906 211
TOTAL	10 980 202

COMMENTAIRES

Etat des créances

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	7 376 067		7 376 067
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	429 128		429 128
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	1 498 474	1 498 474	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	17 894	17 894	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices	675 943	675 943	
Taxe sur la valeur ajoutée	149 802	149 802	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	356 495	356 495	
Groupe et associés (2)	2 015 236	2 015 236	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des op. de pension de titres)	5 486 775	5 486 775	
Charges constatées d'avance	55 564	55 564	
TOTAL	18 061 379	10 256 184	7 805 195
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques			

Produits à recevoir

(Article R123-189 du Code de Commerce)

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/03/2018	31/03/2017
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	224 568	1 040 996
Autres créances	5 333 864	5 349 243
Valcurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	5 558 432	6 390 239

Détail des produits à recevoir

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/03/2018	31/03/2017
41811000 Prov FAE Trade I/CO		548 829.99
41811100 Provision. Royalties Receivable Pepe Jeans	44 263.75	249 786.68
41812000 PROV FAE DIV I/CO	180 304.43	
41814000 Clients FAE Divers		242 379.42
40980000 Rabais, remises, ristournes à obtenir	6 505.10	
43870000 Produits à recevoir		3 982.30
44870000 Etat Produits à recevoir	335 154.00	335 154.00
44871000 Etat produits a recevoir CICE	21 340.69	39 242.18
46871000 Divers Produits à recevoir	4 970 864.16	4 970 864.16
TOTAL	5 558 432	6 390 239

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/03/2018	31/03/2017
Produits d'exploitation		
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL		

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/03/2018	31/03/2017
Charges d'exploitation	55 564	196 294
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	55 564	196 294

Détail des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Période	Montants exploitation	Montants financier	Montants exceptionnel	Charges constatées d'avance
	Début	Fin			
CCA DIVERSES Stockage Archives	01/04/2018	31/12/2018	11 086		
CCA DIVERSES Location TPE	01/04/2018	31/03/2019	1 133		
CCA DIVERSES Marketing	01/04/2018	31/03/2019	11 218		
CCA LOYERS Megeve	01/04/2018	31/12/2018	23 769		
CCA LOYERS Nice	01/04/2018	31/05/2018	8 358		

Composition du capital social

POSTES CONCERNES	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1-Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	357 600	58	20 740 800
2-Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice			
3-Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4-Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1+2-3)	357 600	58	20 740 800

Etat des provisions

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglémentées				
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger avant le 01/01/1992				
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger après le 01/01/1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				
Risques et charges				
Provisions pour litiges	33 559			33 559
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marché à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions & obligations	318 719		39 919	278 800
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	8 363 648	658 793	5 833 440	3 189 000
TOTAL	8 715 926	658 793	5 873 360	3 501 359

NATURE DES DEPRECIATIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
Immobilisations incorporelles	4 875 932		866 932	4 009 000
Immobilisations corporelles	2 156 816	2 554	1 669 937	489 433
Immobilisations titres mis en équivalence				
Immobilisations titres de participations	25 233 764	990 503	9 789	26 214 478
Immobilisations financières	2 642 919		1 492 653	1 150 266
Sur stocks et en cours	1 709 598	202 418	1 709 598	202 418
Sur comptes clients	871 808		871 808	
Autres provisions pour dépréciation	5 326 583	153 488	(0)	5 480 071
TOTAL	42 817 419	1 348 963	6 620 716	37 545 666
TOTAL GENERAL	51 533 345	2 007 756	12 494 076	41 047 025
Dont dotations et reprises : - d'exploitation		1 017 253	8 454 765	
Dont dotations et reprises : - financières		990 503	1 502 442	
Dont dotations et reprises : - exceptionnelles			2 536 869	
Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation				

Etat des dettes

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances A plus d'1 an	Echéances A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des étabts de crédit (1)				
- à 1 an max. à l'origine	1 270	1 270		
- à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	5 613 816	5 613 816		
Personnel et comptes rattachés	193 130	193 130		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	252 661	252 661		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	54 335	54 335		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	18 798 000	18 798 000		
Autres dettes (dont dettes relatives à des op. de pension de titres)	870 774	870 774		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	25 783 987	25 783 987		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/03/2018	31/03/2017
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 674 741	5 138 482
Dettes fiscales et sociales	255 228	1 105 492
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	735 104	1 083 884
TOTAL	2 665 072	7 327 859

Détail des charges à payer

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/03/2018	31/03/2017
40810100 FNP MARCH I/CO	895 569.69	291 988.19
40810200 FNP FOURN. I/CO		2 901.91
40810300 Prov.Trade Creditors, 3rd Party		52 011.14
40810400 Prov. Creditors, Related parties	221 044.49	1 246 548.25
40811000 FNP DIVERS	441 967.39	434 166.60
40814000 FNP DIVERS I/CO	116 159.00	3 015 226.91
40817000 Autres provisions FNP		95 639.27
42820000 Dettes provisionnées pour congés à payer	147 440.17	472 054.97
42861000 PROV. POUR BONUS	3 700.00	166 288.92
42861100 Prov Pers 13eme mois	3 700.00	86 838.57
42862000 Provision Salary Bonus Accrual	30 000.00	
43820000 Charges sociales sur congés à payer	62 236.06	358 751.01
44861000 PROV CHGES FISC. A PAYER	8 151.68	21 559.00
41980000 Rabais, remises, ristournes à accorder		184 038.41
41980100 Clients AAE	58 409.00	102 726.00
41980200 Clients AAE Divers	30 527.48	
41980300 Rrr a accord. Prov Sundry Debt Third		150 952.55
46860000 Divers Charges à payer	646 167.24	646 167.24
TOTAL	2 665 072	7 327 859

Notes relatives à certains postes du Compte de Résultat

Notion de résultat courant et exceptionnel

Les éléments des activités ordinaires, même exceptionnels par leur fréquence ou leur montant, sont compris dans le résultat courant.

Seuls les éléments ne se rapportant pas aux activités ordinaires de l'entreprise ont été comptabilisés dans le résultat exceptionnel.

Impôts sur les sociétés

La société a opté le 1^{er} janvier 2008 pour entrer dans un périmètre d'intégration dont la société Façonnable Holding, immatriculée au RCS de Nice sous le numéro 499 008 894, est la société tête de groupe.

Selon les termes de la convention d'intégration fiscale, la société comptabilise dans ses comptes, une charge ou un produit d'impôt sur les sociétés analogue à celui qu'elle aurait constaté si elle n'avait pas été intégrée. La société mère bénéficie seule des économies ou surcoûts liés au régime de l'intégration fiscale.

La différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt pour le paiement duquel l'entreprise est solidaire est nulle.

La différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration fiscale est nulle.

Les déficits reportables antérieurs à l'option s'élèvent à 10.618.812 euros.

En cas de sortie de la société du périmètre d'intégration fiscale, le produit d'impôt résultant de l'utilisation des déficits de la société par le groupe est conservé par la société mère.

Situation fiscale différée ou latente

La fiscalité latente et différée n'est pas traduite dans les comptes individuels de la société.

Les bases d'impôt différés ou latents sont présentés dans le tableau « accroissements et allègements de la dette future d'impôt ».

L'impact de ces différences temporaires sur les comptes fait ressortir un montant net théorique de créance d'impôt de 14 millions d'euros, compte tenu d'un taux d'imposition de droit commun de 28% jusqu'à 500K€ puis 33 1/3%.

Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux (%)
Ventes de marchandises	15 573 275	102
Ventes de prestations de services	(331 430)	(2)
TOTAL	15 241 845	

Détail du résultat exceptionnel

Détail du Résultat Exceptionnel	Charges	Produits
Amendes pénalités	23 872	
VNC Immobilisations incorporelles	1 414 568	
VNC Immobilisations corporelles	1 636 125	550 000
VNC	122 900	
VNC Immobilisations financières	9 789	
Produits et Charges exceptionnels divers	580 273	545 171
Repr./prov.deprec.except.Immo.Incorp		866 931
Repr./prov.deprec.except.Immo.Corp		1 669 937
TOTAL	3 787 527	3 632 039

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Libellé	Résultat avant impôts	Impôts	Résultat après impôts
Résultat courant	(4 574 420)		(4 574 420)
Résultat exceptionnel (y compris participations)	(155 488)		(155 488)
Résultat comptable	(4 729 908)		(4 729 908)

Accroissement et allégement de la dette future d'impôt

Accroissements et allégements	Montant	Impôts
Accroissements		
Provisions réglementées		
Subventions à réintégrer au résultat		
Allégements		
Provision non déductible année de dotation	31 295 134	10 405 045
Total : - Des déficits d'exploitation reportables	10 618 612	3 603 283
- Des amortissements différés		
- Des moins values à long terme		
TOTAL	(41 913 746)	(14 008 328)

Autres informations

Exemptions de comptes consolidés

Des comptes consolidés ne sont pas établis en accord avec la dérogation suivante :

- la société est elle-même sous le contrôle d'une entité qui l'inclut dans ses comptes consolidés
- les actionnaires représentant au moins 1/10ème du capital ne s'y opposent pas
- les conditions prévues à l'article R.233-15 sont respectées.

La société PJL Investments B.V., sise Dreef, 32 2012 HS Amsterdam (The Netherlands), consolide et publie l'ensemble des comptes de ses filiales.

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction et d'administration

Les dirigeants ne perçoivent aucune rémunération au titre de leur mandat social.

Liste des transactions effectuées avec des parties liées

Les transactions entre parties liées, visées à l'article R 123-198 du Code de commerce ayant été conclues à des conditions normales de marché et effectuées avec des sociétés détenues directement ou indirectement en totalité, aucune information n'est à fournir.

CICE

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (art 244 quater C du CGI) dont a bénéficié la société au titre de l'exercice est comptabilisé en déduction des charges de personnel pour un montant de 114 K€ et a été intégralement utilisé à l'amélioration de la compétitivité de la société.

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	21	
Agents de maîtrise et techniciens	22	
Employés	72	
Ouvriers	3	
Apprentis sous contrat		
TOTAL	118	

Honoraires des commissaires aux comptes

Type d'honoraires	Montant
Contrôle légal des comptes	100 200
Conseils et prestations de services	
TOTAL	100 200

Filiales et participations

Informations financières	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)
				Brute	Nette			
Filiales et participations								
Filiale (+ de 50 % du capital détenu par la société)								
SPRI, Façonnable Belgique	900 000	(571 564)	100	7 620 096	1 246 578	514 592		(31 858)
Façonnable Portugal ULDA	106 663	43 888	100	8 922 201	154 378	290 803		3 827
SCS Façonnable Monaco	7 622	(1 882 708)	100	885 027		2 246 679		(25 179)
Façonnable Spain	3 006	4 196 329	100	13 905 311	3 717 201	4 323 994		(482 134)
Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société)								

Engagements financiers

ENGAGEMENTS DONNES :

Nature des engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Crédit-bail mobilier	
Crédit-bail immobilier	
Autres engagements	
TOTAL	

COMMENTAIRES :

Néant.

ENGAGEMENTS RECUS :

Nature des engagements reçus	Montant en Euros
Abandon de créances	
TOTAL	

COMMENTAIRES

FAÇONNABLE
Société par actions simplifiée
au capital de 20.740.800 euros
Siège social : 88/90 boulevard de Sébastopol 75003 Paris
443 457 858 RCS Paris

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 28 DECEMBRE 2018

.../...

DEUXIÈME DECISION

L'associé unique décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à (4.729.908) Euros de la manière suivante :

ORIGINE :

– **Résultat déficitaire de l'exercice :** (4.729.908) €

AFFECTATION :

Affectation des pertes au report à nouveau :

– **Au report à nouveau, soit** (4.729.908) €

– **Solde du report à nouveau, soit** (55.119.014) €

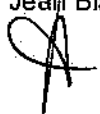
Après affectation du résultat, le solde du compte « Réserves réglementées » s'élève à 34.250.353 € et celui du compte « Report à nouveau » s'élève à (55.119.014) €.

Conformément à l'article 243 bis du CGI, l'associé unique prend acte qu'aucune somme n'a été distribuée à titre de dividendes, au titre des trois précédents exercices.

Cette décision est adoptée par l'associé unique.

.../...

Certifié conforme

Le Président
M. Jean Blandin


Façonnable

Exercice clos le 31 mars 2018

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



Façonnable

Exercice clos le 31 mars 2018

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Associé Unique de la société Façonnable,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Façonnable relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} avril 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Continuité d'exploitation » de l'annexe qui expose les hypothèses sous-tendant l'application du principe de continuité d'exploitation.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents sur la situation financière et les comptes adressés à l'associé unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nice, le 21 décembre 2018

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

A handwritten signature in blue ink, featuring a stylized, looped design.

Philippe Blanc

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/04/2017 au 31/03/2018			Au 31/03/2017
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	2 376 302	2 079 051	297 251	33 861
Fonds commercial	10 980 203	4 009 000	6 971 203	7 518 839
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains				30 490
Constructions	3 362 153	3 352 063	10 090	819 756
Installations tech., matériels et outillages industriels	735 136	728 884	6 253	11 602
Autres immobilisations corporelles	12 389 716	11 088 024	1 301 691	214 520
Immobilisations en cours	112 134		112 134	561 924
Avances et acomptes				
<i>Immobilisations financières</i>				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	31 332 635	26 214 478	5 118 157	777 998
Créances rattachées à des participations	7 376 067	1 150 266	6 225 801	11 585 201
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	429 128		429 128	806 596
TOTAL (I)	69 093 473	48 621 765	20 471 708	22 360 787
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks et en-cours</i>				
Matières premières, autres approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	1 994 561	202 418	1 792 143	2 594 510
Avances et acomptes versés sur commandes				351 189
<i>Créances</i>				
Clients et comptes rattachés	1 498 474		1 498 474	4 194 006
Autres	8 702 146	5 480 071	3 222 074	8 071 636
Capital souscrit et appelé, non versé				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
Actions propres				
Autres Titres				
<i>Instruments de Trésorerie</i>				
<i>Disponibilités</i>	2 305 252		2 305 252	789 835
<i>Charges constatées d'avance</i>	55 564		55 564	196 294
TOTAL (II)	14 555 997	5 682 490	8 873 508	16 197 469
Frais d'émission d'emprunts à étaler (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL ACTIF (I à V)	83 649 471	54 304 255	29 345 215	38 558 257

Bilan Passif

Bilan passif	Du 01/04/2017	Du 01/01/2016
	Au 31/03/2018	Au 31/03/2017
CAPITAUX PROPRES		
Capital social individuel dont versé :20740800	20 740 800	20 740 800
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale		
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées	34 250 353	34 250 353
- Autres réserves		
Report à nouveau	(50 389 106)	(34 250 310)
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	(4 729 908)	(16 138 796)
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	(127 861)	4 602 047
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL (I bis)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	3 222 559	8 397 207
Provisions pour charges	278 800	318 719
TOTAL (II)	3 501 359	8 715 926
EMPRUNTS ET DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 270	
Emprunts et dettes financières diverses	18 798 000	9 916 809
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	187 730	624 176
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 613 816	10 910 128
Dettes fiscales et sociales	500 126	2 703 367
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	870 774	1 085 803
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (III)	25 971 717	25 240 284
Ecarts de conversion passif (IV)		
TOTAL GENERAL PASSIF (I à IV)	29 345 215	38 558 257

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (Suite)	Au 31/03/2018	Au 31/03/2017
Produits Exceptionnels		
Sur opérations de gestion		202 003
Sur opérations en capital	1 095 171	12 072 992
Reprises sur provisions et transferts de charges	2 536 869	
TOTAL (VII)	3 632 039	12 274 995
Charges Exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	23 872	323 498
Sur opérations en capital	3 763 655	7 366 141
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
TOTAL (VIII)	3 787 527	7 689 640
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	(155 488)	4 585 355
Participations des salariés (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		429 722
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	29 153 830	90 564 054
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	33 883 738	106 702 851
BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	(4 729 908)	(16 138 796)

ANNEXE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels de l'exercice clos le 31/03/2018.

L'exercice social clos le 31/03/2018 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent, clos le 31/03/2017, avait une durée de 15 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 29 345 215euros.

Le compte de résultat de l'exercice présente un résultat de -4 729 908 euros.

La société a pour activité de fabrication et de distribution d'articles de mode, vêtements et accessoires de la marque Façonnable.

Faits caractéristiques de l'exercice

Fermetures de magasins et plan social

Au cours de l'exercice, plusieurs magasins ont été fermés.

Un plan de sauvegarde de l'emploi a été mis en place en novembre 2016 et a fait l'objet d'une provision pour risques à hauteur de 2.071K€ au 31 mars 2018.

Fermetures de boutiques

Il a été donné congé du bail du local situé à Deauville au 31 décembre 2017.

Le bail du local situé à Annecy a été résilié en date du 31 août 2017.

Par ailleurs, une promesse synallagmatique de cession de droit au bail sous conditions suspensives a été signée pour le bail détenu à Lille, prenant effet en juin 2017.

Vérification de comptabilité de l'administration fiscale

La société fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur les exercices 2014 et 2015. Aucune provision n'a été dotée à ce titre.

Concernant l'exercice 2014, le rehaussement envisagé et contesté par la société porte sur une rectification de 191K€ des reports déficitaires, un rappel de crédit d'impôt recherche textile habillement pour 200K€ et 76K€ de droits et intérêts de retard. Les reports déficitaires ont été diminués en conséquence.

Concernant l'exercice 2015, le rehaussement envisagé et contesté par la société porte sur une rectification de 150K€ des reports déficitaires, et 15K€ de droits et intérêts de retard.

Augmentation de capital des filiales

La société a souscrit aux augmentations de capital de ses filiales réalisées pendant l'exercice.

Par décision en date du 12 septembre 2017, la société a décidé d'augmenter le capital social de sa filiale, détenue à 100%, SPRL Façonnable Belgique d'un montant de 500K€.

Par décision en date du 18 décembre 2017, la société a décidé d'augmenter le capital social de sa filiale, détenue à 100%, Façonnable Portugal ULDA d'un montant de 499K€.

Par décision en date du 31 mars 2017, la société a décidé d'augmenter le capital social de sa filiale, détenue à 100%, Façonnable Spain d'un montant de 4.331K€.

Titres de participation

La filiale Façonnable Italie S.R.L., détenue à 100%, a été liquidée durant l'exercice.

Evènements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif postérieur à la clôture de l'exercice n'est à signaler.

Règles et méthodes comptables

Conventions comptables générales

Les comptes annuels de l'exercice sont élaborés et présentés conformément aux dispositions législatives et réglementaires françaises ainsi qu'aux pratiques généralement admises en France.

En particulier, la société présente ses comptes annuels selon les principes et méthodes comptables définis par le plan comptable général ainsi que par les arrêtés de l'Autorité des Normes Comptables, dont l'arrêté ANC 2014-03.

L'ensemble des notes et tableaux présentés dans cette annexe sont exprimés en euros sauf indication contraire.

Continuité de l'exploitation

Le principe de continuité de l'exploitation a été respecté en raison du soutien financier du groupe auquel appartient la société. Ce soutien sera apporté afin que la société puisse continuer ses activités et ce, jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes clos au 31 mars 2019.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui peuvent avoir une incidence sur la valeur comptable de certains éléments du bilan ou du compte de résultat, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Ces estimations, hypothèses ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existantes à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler ultérieurement différentes de la réalité.

Ces estimations concernent principalement les provisions (3,2 millions d'euros), les hypothèses retenues pour l'établissement des plans d'affaires utilisés pour la réalisation des tests de valeur sur les actifs incorporels (7 millions d'euros) et également les provisions pour indemnités de départ à la retraite ou les avantages de personnel long terme (0,3 millions d'euros).

Changement de méthode et comparabilité des exercices

Les méthodes d'évaluation et de présentation utilisées n'ont pas été modifiées d'un exercice à l'autre. Par conséquent, les exercices sont comparables sans retraitement.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Valeurs brutes

Les immobilisations incorporelles et corporelles acquises sont valorisées à leur coût historique d'acquisition constitué des éléments suivants :

- Prix d'achat ;
- Coûts directement attribuables nécessaires à leur mise en utilisation (frais accessoires) ;
- Estimation des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de remise en état du site sur lequel elles sont situées ;

Amortissements

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation. Les principales durées sont les suivantes :

- Logiciel 12 mois
- Construction 20 à 33 ans
- Installation générale et agencement divers 3 à 10 ans
- Matériel et outillage industriel 4 à 5 ans
- Mobilier de bureau 4 à 5 ans
- Mobilier 3 à 10 ans

Ces taux d'amortissement correspondent aux taux habituellement admis.

Dépréciation

Les immobilisations sont dépréciées lorsqu'il existe des indices de perte de valeur et que leurs valeurs nettes comptables deviennent inférieures à leurs valeurs actuelles, déterminées sur la base de la plus haute estimation entre la valeur de marché et la valeur d'usage.

Immobilisations financières

Titres de participation

Le poste titres de participation enregistre la valeur d'acquisition des titres détenus par la société dans les sociétés dont elle assure le contrôle ou dans lesquelles elle exerce une influence, directement ou indirectement.

La valeur nette comptable des « titres de participation » est leur coût d'acquisition à leur date d'entrée dans le patrimoine de la Société.

La société a pris l'option d'activer les frais inhérents à l'acquisition de titres de participation.

À toute autre date que leur date d'entrée, les titres de participation sont évalués à leur valeur d'usage pour la société déterminée notamment en fonction de critères fondés sur la rentabilité, les perspectives de développement et le patrimoine détenu.

Des tests de dépréciation ont été mis en place pour vérifier la valeur des titres de participation.

Dans le cas où leur valeur nette comptable est supérieure à leur valeur d'usage, une provision est constituée pour la différence.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés est estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Autres immobilisations financières

Les prêts, dépôts et autres immobilisations financières sont évalués à leur valeur nominale. Ils sont dépréciés par voie de provision lorsque leur valeur actuelle est inférieure à leur valeur comptable.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du "coût moyen unitaire pondéré" (CMUP). La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Une provision pour dépréciation des stocks est comptabilisée lorsque la valeur brute est supérieure à la valeur réelle à la date de clôture.

Les matières et les marchandises sont évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du « coût d'achat moyen pondéré ».

Les stocks correspondant à des achats en devises sont valorisés au taux de change historique.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur de réalisation ou les perspectives de vente de ces stocks, appréciées en fonction du marché, apparaissent inférieures à la valeur brute d'inventaire.

Créances

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision est constituée sur les créances dès lors que leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont comptabilisés pour leur contrevaletur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contrevaletur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "Ecart de Conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

Provisions

Des provisions sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de la société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou découler des pratiques de la société.

L'estimation du montant des provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que la société devra supporter pour éteindre son obligation.

Engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite

Conformément à la recommandation 2003-R01 du CNC, la société a adopté la méthode préférentielle de provisionnement des engagements de départ à la retraite dans ses comptes sociaux.

La valeur actuelle probable des indemnités de fin de carrière à verser s'élève à 278.800 euros à la clôture de l'exercice. Les droits acquis au titre des indemnités de départ à la retraite (IDR) de la société sont définis par la convention collective des commerces de gros de l'habillement, de la mercerie, de la chaussure. Cette dette latente et provisionnée a été estimée selon la méthode des unités de crédit projetées ou PBO ("Projected Benefit Obligation"), recommandée par la norme IAS19R.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Tables de mortalité : INSEE 2017
- Coefficient de revalorisation des salaires : 1,5%
- Rotation des effectifs : moyen
- Taux d'actualisation : 1,38%
- Taux de cotisations sociales : 48%

Divers

Les autres composantes du bilan et du compte de résultat sont évaluées et présentées selon les normes comptables généralement admises.

Notes relatives à certains postes du bilan

Fonds de commerce

Les fonds de commerce sont constitués des éléments suivants :

- coût historique des fonds acquis par la société pour 7.550.120 euros :

• 12 Rue Lebeda 31000 Toulouse :	304.898
• 30 Cours de l'Intendance 33000 Bordeaux :	594.247
• 100 Rue d'Antibes 06400 Cannes :	2.484.919
• 27 Rue Marbeuf 75008 Paris :	1.700.000
• 30 Rue Président Edouard Herriot 69001 Lyon :	1.852.449
• 44 Cours Mirabeau 13100 Aix En Provence :	18.294
• 30 Rue Joseph Vernet 84000 Avignon :	80.798
• Place de la Garonne 83990 Saint-Tropez :	514.515

- du mali technique de fusion correspondant à la différence entre la valeur nette des titres de la société absorbée figurant à l'actif de la société absorbante et la valeur nette comptable du patrimoine apporté par la société absorbée pour 1.906.211 euros :

• 44 Cours Mirabeau 13100 Aix En Provence :	682.157
• 30 Rue Joseph Vernet 84000 Avignon :	1.224.054

Conformément au règlement ANC 2015-06, plusieurs malis techniques, résultant de fusions ou transmissions universelles de patrimoine ont été comptabilisés en fonds commercial. Il n'y a pas de limite prévisible à la durée durant laquelle il est attendu que ces fonds de commerce procurent des avantages économiques.

Ces malis suivent les mêmes règles applicables aux tests de dépréciation. Un test de dépréciation est donc réalisé à chaque clôture, soit sur base d'évaluations d'expert, soit sur base de tests de valeur.

Le fonds commercial représente la valeur des éléments incorporels dont l'acquisition est juridiquement protégée. La valeur du droit au bail s'élève à 1.523.871 euros et se décompose ainsi :

• 7 Rue Paradis 06000 Nice :	472.591
• 17 Rue Massena 06200 Nice :	Création
• Place de l'Eglise 74140 Demi Quartier Megève :	518.327
• 74 Bd Saint Germain 75009 Paris :	502.463
• 30 Rue Joseph Vernet 84000 Avignon :	30.490

Certains fonds de commerce et droits au bail font l'objet de dépréciation suite à des évaluations, soit à dire d'experts, soit sur la base de tests de valeurs.

Etat des immobilisations

Cadre A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
<i>Immobilisations incorporelles</i>			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	14 405 368		381 358
TOTAL	14 405 368		381 358
<i>Immobilisations corporelles</i>			
Terrains	30 490		
Constructions sur sol propre	617 419		
Constructions sur sol d'autrui			
Inst. gales., agencs. et aménagt. const.	6 303 790		
Installations techniques, matériel et outillages ind.	754 987		
Inst. gales., agencs. et aménagt. divers	10 673 561		128 108
Mat. de transport			
Mat. de bureau et info., mobilier	3 032 577		431 643
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	561 924		
Avances et acomptes			
TOTAL	21 974 747		559 751
<i>Immobilisations financières</i>			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	40 239 882		5 330 661
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	806 596		82 060
TOTAL	41 046 479		5 412 721
TOTAL GENERAL	77 426 594		6 353 830

Cadre B	Diminutions		Valeur brute des immo en fin d'exercice	Réévalua. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Valeur d'origine des immo en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		1 430 221	13 356 505	13 356 505
TOTAL		1 430 221	13 356 505	13 356 505
Terrains		30 490		
Constructions sur sol propre			617 418	617 418
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. gales., agenets. et aménagt. const		3 559 056	2 744 735	2 744 735
Installations techniques, matériel et outillages ind.		19 850	735 136	735 136
Inst. gales., agenets. et aménagt. divers		1 749 669	9 052 001	9 052 001
Mat. de transport				
Mat. de bureau et info., mobilier		126 505	3 337 715	3 337 715
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	449 790		112 134	112 134
Avances et acomptes				
TOTAL	449 790	5 485 569	16 599 139	16 599 139
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	6 852 053	9 788	38 708 702	38 708 702
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	56 250	403 278	429 128	429 128
TOTAL	6 908 303	413 067	39 137 830	39 137 830
TOTAL GENERAL	7 358 093	7 328 858	69 093 473	69 093 474

Etat des amortissements

Cadre A				
SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminut.	Montant en fin d'exercice
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'étab. et développement				
Autres postes d'immo. incorp.	1 976 737	108 599	6 286	2 079 051
TOTAL	1 976 737	108 599	6 286	2 079 051
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains				
Constructions sur sol propre	593 875	13 454		607 328
Constructions sur sol d'autrui				
Ins. gales., agencts. et aménag. des constr.	5 507 578		2 762 843	2 744 735
Inst. techniques, mat. et outillage indust.	743 385	1 561	16 062	728 884
Inst. gales., agenc. et aménagements divers	8 685 788	242 609	1 011 425	7 916 972
Matériel de transport				
Mat. de bureau et informatique, mobilier	2 649 014	101 089	68 483	2 681 619
Emballages récup. et divers				
TOTAL	18 179 639	358 713	3 858 814	14 679 538
TOTAL GENERAL	20 156 376	467 312	3 865 099	16 758 589

Cadre B	Ventil. Mouvements provisions amortissements dérogatoires						
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	DOTATIONS			REPRISES			Mouvement net des amort. A la fin de l'exercice
	Colonne 1 Différentiel de durée	Colonne 2 Mode dégressif	Colonne 3 Amort. Fiscal exceptionne l	Colonne 4 Différentiel de durée	Colonne 5 Mode dégressif	Colonne 6 Amort. Fiscal exceptionne l	
<i>Immobilisations incorporelles</i>							
Frais d'étab. et développement							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
<i>Immobilisations corporelles</i>							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. gales., agencts. et aménag. des constr.							
Inst. techniques, mat. et outillage indust.							
Inst. gales., agenc. et aménagements divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récup. et divers.							
TOTAL							
TOTAL GENERAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE		TOTAL GENERAL NON VENTILE		TOTAL GENERAL NON VENTILE			

Cadre C				
Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début d'exercice	Augment.	Dotations exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Fonds commercial

LIBELLE	Montant
Eléments Achetés	
Droits aux bails	1 523 871
Eléments Réévalués	
Eléments reçus en apport	
Fonds de commerce boutiques	7 550 120
Malis de fusion	1 906 211
TOTAL	10 980 202

COMMENTAIRES

Etat des créances

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
<i>De l'actif immobilisé</i>			
Créances rattachées à des participations	7 376 067		7 376 067
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	429 128		429 128
<i>De l'actif circulant</i>			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	1 498 474	1 498 474	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	17 894	17 894	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices	675 943	675 943	
Taxe sur la valeur ajoutée	149 802	149 802	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	356 495	356 495	
Groupe et associés (2)	2 015 236	2 015 236	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des op. de pension de titres)	5 486 775	5 486 775	
Charges constatées d'avance	55 564	55 564	
TOTAL	18 061 379	10 256 184	7 805 195
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques			

Produits à recevoir

(Article R123-189 du Code de Commerce)

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/03/2018	31/03/2017
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	224 568	1 040 996
Autres créances	5 333 864	5 349 243
Valcurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	5 558 432	6 390 239

Détail des produits à recevoir

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/03/2018	31/03/2017
41811000 Prov FAE Trade I/CO		548 829.99
41811100 Provision. Royalties Receivable Pepe Jeans	44 263.75	249 786.68
41812000 PROV FAE DIV I/CO	180 304.43	
41814000 Clients FAE Divers		242 379.42
40980000 Rabais, remises, ristournes à obtenir	6 505.10	
43870000 Produits à recevoir		3 982.30
44870000 Etat Produits à recevoir	335 154.00	335 154.00
44871000 Etat produits a recevoir CICE	21 340.69	39 242.18
46871000 Divers Produits à recevoir	4 970 864.16	4 970 864.16
TOTAL	5 558 432	6 390 239

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/03/2018	31/03/2017
Produits d'exploitation		
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL		

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/03/2018	31/03/2017
Charges d'exploitation	55 564	196 294
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	55 564	196 294

Détail des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Période	Montants exploitation	Montants financier	Montants exceptionnel	Charges constatées d'avance
	Début	Fin			
CCA DIVERSES Stockage Archives	01/04/2018	31/12/2018	11 086		
CCA DIVERSES Location TPE	01/04/2018	31/03/2019	1 133		
CCA DIVERSES Marketing	01/04/2018	31/03/2019	11 218		
CCA LOYERS Megeve	01/04/2018	31/12/2018	23 769		
CCA LOYERS Nice	01/04/2018	31/05/2018	8 358		

Composition du capital social

POSTES CONCERNES	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1-Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	357 600	58	20 740 800
2-Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice			
3-Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4-Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1+2-3)	357 600	58	20 740 800

Etat des provisions

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglémentées				
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger avant le 01/01/1992				
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger après le 01/01/1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				
Risques et charges				
Provisions pour litiges	33 559			33 559
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marché à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions & obligations	318 719		39 919	278 800
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	8 363 648	658 793	5 833 440	3 189 000
TOTAL	8 715 926	658 793	5 873 360	3 501 359

NATURE DES DEPRECIATIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
Immobilisations incorporelles	4 875 932		866 932	4 009 000
Immobilisations corporelles	2 156 816	2 554	1 669 937	489 433
Immobilisations titres mis en équivalence				
Immobilisations titres de participations	25 233 764	990 503	9 789	26 214 478
Immobilisations financières	2 642 919		1 492 653	1 150 266
Sur stocks et en cours	1 709 598	202 418	1 709 598	202 418
Sur comptes clients	871 808		871 808	
Autres provisions pour dépréciation	5 326 583	153 488	(0)	5 480 071
TOTAL	42 817 419	1 348 963	6 620 716	37 545 666
TOTAL GENERAL	51 533 345	2 007 756	12 494 076	41 047 025
Dont dotations et reprises : - d'exploitation		1 017 253	8 454 765	
Dont dotations et reprises : - financières		990 503	1 502 442	
Dont dotations et reprises : - exceptionnelles			2 536 869	
Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation				

Etat des dettes

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances A plus d'1 an	Echéances A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des étabts de crédit (1)				
- à 1 an max. à l'origine	1 270	1 270		
- à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	5 613 816	5 613 816		
Personnel et comptes rattachés	193 130	193 130		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	252 661	252 661		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	54 335	54 335		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	18 798 000	18 798 000		
Autres dettes (dont dettes relatives à des op. de pension de titres)	870 774	870 774		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	25 783 987	25 783 987		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/03/2018	31/03/2017
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 674 741	5 138 482
Dettes fiscales et sociales	255 228	1 105 492
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	735 104	1 083 884
TOTAL	2 665 072	7 327 859

Détail des charges à payer

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/03/2018	31/03/2017
40810100 FNP MARCH I/CO	895 569.69	291 988.19
40810200 FNP FOURN. I/CO		2 901.91
40810300 Prov.Trade Creditors, 3rd Party		52 011.14
40810400 Prov. Creditors, Related parties	221 044.49	1 246 548.25
40811000 FNP DIVERS	441 967.39	434 166.60
40814000 FNP DIVERS I/CO	116 159.00	3 015 226.91
40817000 Autres provisions FNP		95 639.27
42820000 Dettes provisionnées pour congés à payer	147 440.17	472 054.97
42861000 PROV. POUR BONUS	3 700.00	166 288.92
42861100 Prov Pers 13eme mois	3 700.00	86 838.57
42862000 Provision Salary Bonus Accrual	30 000.00	
43820000 Charges sociales sur congés à payer	62 236.06	358 751.01
44861000 PROV CHGES FISC. A PAYER	8 151.68	21 559.00
41980000 Rabais, remises, ristournes à accorder		184 038.41
41980100 Clients AAE	58 409.00	102 726.00
41980200 Clients AAE Divers	30 527.48	
41980300 Rrr a accord. Prov Sundry Debt Third		150 952.55
46860000 Divers Charges à payer	646 167.24	646 167.24
TOTAL	2 665 072	7 327 859

Notes relatives à certains postes du Compte de Résultat

Notion de résultat courant et exceptionnel

Les éléments des activités ordinaires, même exceptionnels par leur fréquence ou leur montant, sont compris dans le résultat courant.

Seuls les éléments ne se rapportant pas aux activités ordinaires de l'entreprise ont été comptabilisés dans le résultat exceptionnel.

Impôts sur les sociétés

La société a opté le 1^{er} janvier 2008 pour entrer dans un périmètre d'intégration dont la société Façonnable Holding, immatriculée au RCS de Nice sous le numéro 499 008 894, est la société tête de groupe.

Selon les termes de la convention d'intégration fiscale, la société comptabilise dans ses comptes, une charge ou un produit d'impôt sur les sociétés analogue à celui qu'elle aurait constaté si elle n'avait pas été intégrée. La société mère bénéficie seule des économies ou surcoûts liés au régime de l'intégration fiscale.

La différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt pour le paiement duquel l'entreprise est solidaire est nulle.

La différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration fiscale est nulle.

Les déficits reportables antérieurs à l'option s'élèvent à 10.618.812 euros.

En cas de sortie de la société du périmètre d'intégration fiscale, le produit d'impôt résultant de l'utilisation des déficits de la société par le groupe est conservé par la société mère.

Situation fiscale différée ou latente

La fiscalité latente et différée n'est pas traduite dans les comptes individuels de la société.

Les bases d'impôt différés ou latents sont présentés dans le tableau « accroissements et allègements de la dette future d'impôt ».

L'impact de ces différences temporaires sur les comptes fait ressortir un montant net théorique de créance d'impôt de 14 millions d'euros, compte tenu d'un taux d'imposition de droit commun de 28% jusqu'à 500K€ puis 33 1/3%.

Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux (%)
Ventes de marchandises	15 573 275	102
Ventes de prestations de services	(331 430)	(2)
TOTAL	15 241 845	

Détail du résultat exceptionnel

Détail du Résultat Exceptionnel	Charges	Produits
Amendes pénalités	23 872	
VNC Immobilisations incorporelles	1 414 568	
VNC Immobilisations corporelles	1 636 125	550 000
VNC	122 900	
VNC Immobilisations financières	9 789	
Produits et Charges exceptionnels divers	580 273	545 171
Repr./prov.deprec.except.Immo.Incorp		866 931
Repr./prov.deprec.except.Immo.Corp		1 669 937
TOTAL	3 787 527	3 632 039

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Libellé	Résultat avant impôts	Impôts	Résultat après impôts
Résultat courant	(4 574 420)		(4 574 420)
Résultat exceptionnel (y compris participations)	(155 488)		(155 488)
Résultat comptable	(4 729 908)		(4 729 908)

Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

Accroissements et allègements	Montant	Impôts
Accroissements		
Provisions réglementées		
Subventions à réintégrer au résultat		
Allègements		
Provision non déductible année de dotation	31 295 134	10 405 045
Total : - Des déficits d'exploitation reportables	10 618 612	3 603 283
- Des amortissements différés		
- Des moins values à long terme		
TOTAL	(41 913 746)	(14 008 328)

Autres informations

Exemptions de comptes consolidés

Des comptes consolidés ne sont pas établis en accord avec la dérogation suivante :

- la société est elle-même sous le contrôle d'une entité qui l'inclut dans ses comptes consolidés
- les actionnaires représentant au moins 1/10ème du capital ne s'y opposent pas
- les conditions prévues à l'article R.233-15 sont respectées.

La société PJL Investments B.V., sise Dreef, 32 2012 HS Amsterdam (The Netherlands), consolide et publie l'ensemble des comptes de ses filiales.

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction et d'administration

Les dirigeants ne perçoivent aucune rémunération au titre de leur mandat social.

Liste des transactions effectuées avec des parties liées

Les transactions entre parties liées, visées à l'article R 123-198 du Code de commerce ayant été conclues à des conditions normales de marché et effectuées avec des sociétés détenues directement ou indirectement en totalité, aucune information n'est à fournir.

CICE

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (art 244 quater C du CGI) dont a bénéficié la société au titre de l'exercice est comptabilisé en déduction des charges de personnel pour un montant de 114 K€ et a été intégralement utilisé à l'amélioration de la compétitivité de la société.

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	21	
Agents de maîtrise et techniciens	22	
Employés	72	
Ouvriers	3	
Apprentis sous contrat		
TOTAL	118	

Honoraires des commissaires aux comptes

Type d'honoraires	Montant
Contrôle légal des comptes	100 200
Conseils et prestations de services	
TOTAL	100 200

Filiales et participations

Informations financières	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)
				Brute	Nette			
Filiales et participations								
Filiale (+ de 50 % du capital détenu par la société)								
SPRI, Façonnable Belgique	900 000	(571 564)	100	7 620 096	1 246 578	514 592		(31 858)
Façonnable Portugal ULDA	106 663	43 888	100	8 922 201	154 378	290 803		3 827
SCS Façonnable Monaco	7 622	(1 882 708)	100	885 027		2 246 679		(25 179)
Façonnable Spain	3 006	4 196 329	100	13 905 311	3 717 201	4 323 994		(482 134)
Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société)								

Engagements financiers

ENGAGEMENTS DONNES :

Nature des engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Crédit-bail mobilier	
Crédit-bail immobilier	
Autres engagements	
TOTAL	

COMMENTAIRES :

Néant.

ENGAGEMENTS RECUS :

Nature des engagements reçus	Montant en Euros
Abandon de créances	
TOTAL	

COMMENTAIRES